



**Banque islamique de développement**

---

**Rapport sur le  
Fonds de solidarité islamique pour le développement**

---

**33<sup>ème</sup> réunion du comité de suivi du COMCEC  
(Ankara, Turquie, 10 et 11 mai 2017)**

# Fonds de solidarité islamique pour le développement

## Rapport au 15 avril 2017

### I. Contexte

1. Le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) est un fonds spécial, créé au sein de la Banque islamique de développement (BID) suite à la décision du sommet extraordinaire de la Conférence islamique, tenu en décembre 2005 à Makkah, Arabie saoudite. Il a été officiellement lancé à l'occasion de la 32<sup>ème</sup> réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la BID, tenue les 29 et 30 mai 2007 à Dakar, Sénégal.
2. Il s'agit d'un *waqfi* (fonds d'affectation spéciale) dont le capital est fixé à 10 milliards de dollars des Etats-Unis. Tous les pays membres de la BID ont été invités à annoncer leurs contributions au FSID et à apporter un appui technique et moral à ses opérations.
3. La mission du FSID est de réduire la pauvreté dans les pays membres de l'Organisation de la coopération islamique, par la promotion de la croissance en faveur des pauvres et du développement humain, l'amélioration de la santé et de l'éducation, et l'octroi de financements pour renforcer les capacités de production et assurer des revenus durables aux pauvres, y compris le financement des opportunités d'emploi, la création d'emplois, notamment en milieu rural, et l'amélioration des infrastructures rurales et périurbaines. Ces objectifs sont directement liés à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et aux Objectifs de développement durable. Ils sont également dans le droit fil de la vision 1440 de la BID. Le Fonds accorde des financements assortis de conditions avantageuses, en priorité aux 28 pays membres de la BID les moins avancés.

### II. Mobilisation des ressources

#### Capital de démarrage

4. Actuellement, les engagements annoncés s'élèvent à 2,68 milliards de dollars des Etats-Unis, dont 1,68 milliard provenant de 48 pays membres et 1 milliard de la BID. Les engagements représentent 26,8% de la cible des 10 milliards.
5. Les contributions versées jusque-là sont de l'ordre de 2,532 milliards de dollars des Etats-Unis. Quatre paiements d'un montant total de 153,48 millions ont été effectués en 1437 :
  - BID : 150 millions USD
  - Bangladesh : 1 million USD
  - Indonésie : 2,38 millions USD
  - Turkménistan : 0,1 millions USD
6. Un seul paiement a été effectué en 1438 (2017). Il provient du Bénin et s'élève à 940.000 dollars des Etats-Unis.

---

<sup>1</sup> Le concept de *waqf* (biens de mainmorte islamiques) veut que seuls les revenus générés par l'investissement des ressources du FSID soient utilisés pour financer ses opérations.

7. Des engagements annoncés, le montant de 148,96 millions de dollars des Etats-Unis reste à payer. De ce montant, 50 millions seront payés par la BID en une seule tranche le troisième trimestre de 2017 et 99,9 millions par les pays membres dont 35,0 millions par l'Iran, 14,0 millions par le Soudan, 10 millions par le Sénégal, et 7 millions par le Bangladesh.
8. De nouveaux engagements d'un montant de 3,35 millions de dollars des Etats-Unis ont été annoncés par 5 pays en 2016 :
  - Comores : 650.000 USD
  - Guinée : 200.000 USD
  - Gambie : 1,22 million USD
  - Togo : 1 million USD
  - Turkménistan : 300.000 USD

A ce jour, un seul paiement de 940.000 de dollars des Etats-Unis a été effectué. Il provient Bénin.

9. Des lettres signées par le président du Conseil des gouverneurs du FSID ont été envoyées à tous les gouverneurs, les invitant à appliquer la résolution FSID/CG/3-432 du Conseil des gouverneurs qui appelle les pays membres à fixer le niveau de leurs contributions volontaires en fonction d'un critère spécifique qui tient compte du PIB réel, de la valeur totale des exportations et des réserves de change.

## Ressources complémentaires

10. Le FSID entend mobiliser des ressources complémentaires par le biais de (i) fonds d'affectation spéciale d'allègement de la pauvreté, (ii) la viabilisation des terres waqf dans les pays membres, (iii) le cofinancement, (iv) la zakat, et (v) le partenariat avec des philanthropes, des investisseurs sociaux et le secteur privé. Jusque-là, le Fonds met l'accent sur des projets waqf. Des efforts sont aussi déployés pour exploiter d'autres sources potentielles, dans le cadre des ressources complémentaires.

## Waqf Bénin

11. Le Gouvernement du Bénin est le premier à avoir alloué une parcelle de terre au titre du Programme waqf du FSID. L'évaluation de la parcelle a été effectuée ; elle affiche une valeur de 5,7 millions de dollars des Etats-Unis. L'étude de faisabilité a également été achevée. Elle recommande un investissement à usage mixte, composé de deux tours d'appartements aménagés pour séjours de courte durée, des magasins de détail et des bureaux. Le Directeur général du FSID a pris part à une première cérémonie du waqf FSID Bénin organisée le 9 février 2016.
12. Le financement requis pour ce waqf est de 22 millions de dollars des Etats-Unis. En partant d'un ratio de dettes/capitaux propres avant impôts variant entre 45 et 55%, les projections montrent un taux de rendement interne de 13,3%. Le financement par capitaux propres et la dette a été approuvé par la BID.
13. Le financement du Fonds d'investissement des biens awqaf de 6 millions de dollars des Etats-Unis et la participation du FSID à partir de ses capitaux propres, 9,7 millions de dollars des Etats-Unis, ont été approuvés. *ECOBANK*, un partenaire local potentiel, a officiellement manifesté son intérêt au projet, tandis que des discussions sont en cours avec la Banque africaine pour l'industrie et le commerce en vue de sa participation.

## **Burkina-Faso**

14. En novembre 2016, une mission conjointe FIBA-FSID a été dépêchée à Ouagadougou. Elle a exploré les opportunités waqf. C'est ainsi qu'une nouvelle parcelle d'une superficie de 7000m<sup>2</sup> située dans un emplacement privilégié à la capitale, a été attribué au FSID. Une étude de faisabilité sera réalisée sur le projet waqf proposé. Elle déterminera sa pertinence et la participation du FSID.
15. La Jordanie, l'Azerbaïdjan, le Cameroun, les Maldives et le Soudan ont affiché leur intention d'accorder des parcelles waqf au FSID.

## **III. Opérations**

### **Approbations**

16. Les prêts approuvés en 1437 se sont élevés à 98,7 millions de dollars des Etats-Unis. Les approbations prévues étaient de 115 millions. Les prêts ont été accordés à 13 projets dans 11 pays membres. Les opérations sous forme de subventions approuvées durant le même exercice ont été de l'ordre de 24,1 millions de dollars des Etats-Unis (*Lives & Livelihood Fund* : 20 millions, Initiative Terres arides : 1 million, Réfugiés syriens : 3 millions, les Comores : 0,25 million), et Lutte contre la fistule obstétricale au Bangladesh : 1 million). Les décaissements se sont élevés à 22,2 millions de dollars des Etats-Unis.
17. En accord avec sa politique, le FSID a appuyé des projets qui s'attaquent à la forte pauvreté, lesquels représentent 79% (78,3 millions USD) de ses approbations en 1437. Les secteurs concernés ont été la microfinance, l'alphabétisation professionnelle, la santé, l'énergie et l'agriculture.
18. Les affectations du Fonds pour les pays membres les moins avancés en 2016 se sont taillé 75% (78,29 millions USD) du total des approbations, soit un taux qui avoisine le ratio prévu par la résolution du Conseil des gouverneurs de 80:20 d'affectations pour cette catégorie de pays.
19. La répartition sectorielle des approbations a été comme suit : agriculture: 8.0% (8,1 million), éducation 40% (40 millions), énergie 23% (23 millions), santé 10,1% (10 millions), microfinance 3% (2,9 millions), eau et assainissement 5% (5 millions), autres 10% (10 millions).

### **Tendances des approbations**

20. Les approbations cumulées jusqu'à fin 1437 ont été à 664,8 millions de dollars des Etats-Unis. Elles ont couvert 106 opérations dans 33 pays membres. De la totalité des approbations, un taux de 73% a été alloué aux pays membres les moyens avancés.
21. Le montant de 653,81 millions de dollars des Etats-Unis (96,4%) a été accordé sous forme de prêts, tandis que le montant restant, 24,1 millions, sous forme de subventions.
22. Vingt projets sont déjà réalisés (Annexe 2). Actuellement, les opérations actives sont au nombre de 86 et les décaissements cumulés s'élèvent à 148,86 millions de dollars des Etats-Unis, soit 23% du total des approbations.

## IV. Partenariats

23. Le FSID met l'accent sur l'importance du partenariat et du cofinancement dans le renforcement de ses ressources et la mise à niveau de ses financements. En participant aux coûts des programmes, les partenariats encouragent les pays à utiliser les financements du FSID de manière plus responsable afin d'atteindre leurs objectifs.
24. Les principaux partenaires dans les interventions du Fonds sont les gouvernements des pays bénéficiaires. Toutefois, le Fonds a élargi ses efforts de collaboration, en faisant participer un plus grand nombre de parties prenantes à ses actions, en particulier dans la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation professionnelle, d'appui à la microfinance et des villages durables. Il s'agit notamment du Centre des OMD à Kigali, de la BADEA, de la Fondation Bill & Melinda Gates, et d'autres.
25. Le Fonds continue également de renforcer sa collaboration avec des institutions actives dans la lutte contre la pauvreté dans les pays membres de la BID. En 1437 (2016), le FSID a signé un protocole d'accord avec le Conseil islamique des organismes donateurs dont le siège est au Qatar.
26. Aussi a-t-il renforcé ses relations avec les organisations du Qatar suivantes :
  - Silatech
  - *Qatar Charity*
  - *Qatar Fund*
  - *Education Above All*
27. Le FSID a signé un protocole d'accord avec Silatech le 12 décembre 2016 dans le but de renforcer leur coopération dans les domaines de la microfinance et de l'emploi des jeunes.
28. Le Fonds prépare la signature d'un autre protocole d'accord avec *Education Above All* pour une coopération dans le domaine de l'éducation dans les pays membres. La coopération avec cette organisme devrait permettre au Fonds de mieux tirer parti de ses ressources, en cofinçant des projets qui donneront accès aux écoles et bénéficieront à environ 1,8 millions d'enfants non scolarisés. *Education Above All* devrait contribuer à hauteur 100 millions de dollars des Etats-Unis à une proposition pour la création avec le FSID d'un fonds mondial de l'éducation.
29. Le FSID entend collaborer avec Silatech, des ONG et des institutions financières locales dans les pays visés pour bénéficier les jeunes de 2 millions de nouveaux emplois. Il convient également de noter que le Fonds a déjà établi un partenariat avec Silatech dans le cadre du Programme d'appui aux jeunes entrepreneurs au Comores auquel Silatech et le FSID ont contribué avec 1,675 et 3,9 millions de dollars des Etats-Unis respectivement.
30. En outre, le Fonds entend mobiliser des ressources du Fonds humanitaire de l'OCI, de la *Qatar Charity*, et du *Qatar Fund for Développement* pour des projets d'allègement de la pauvreté aux Comores. Il est prévu que ces institutions qataries fournissent l'appui nécessaire au FSID pour élaborer un projet waqf à Doha et y ouvrir un bureau pour assurer le suivi de ses activités dans le pays.

## V. Situation financière

### Produit

31. Les fonds liquides du FSID se composent des contributions payées par les pays membres et la BID, en plus des bénéfices non répartis. Conformément à la politique d'investissement du FSID, ces fonds ont été principalement investis en 1437 (2016) sous forme de mourabaha de marchandises et dans des placements à court terme compatibles avec la charia. Une petite partie des fonds a été investie sous forme d'actions et dans l'immobilier. Plus de 95% des investissements ont été en dollar des Etats-Unis et en euro.

### Produit brut

32. Le produit brut du FSID en 1437 (2016) a été de 87.663 millions de dollars des Etats-Unis, contre 65,025 millions en 1436 (2015). Il provient principalement des gains des soukook : 50.729 USD (42.668 millions en 1436), des placements en marchandises : 18.673 millions USD (15,846 millions en 1436), et des transactions mourabaha : 11.279 millions USD (5,851 millions en 436).

### Provision pour pertes

33. Une provision de 15,397 millions de dollars des Etats-Unis a été dégagée pour couvrir les pertes et la dépréciation des prêts. Elle est ainsi répartie : 14,011 millions pour les placements en actions et 1,386 million pour la dépréciation.

### Produit net

34. Le produit net de 1437 (2016) a été de 87,67 millions de dollars des Etats-Unis, contre 63,04 millions en 1436, soit une augmentation de 25%. Les taux de rendement des actifs nets du Fonds en 1437 et 1436 ont été 2,73% et 2,34% respectivement. Une croissance de 7,06% des actifs nets du Fonds durant l'exercice sous revue (passant de 2,509 à 2,653 milliards USD) dénote l'augmentation du taux de rendement de ses placements et la non-utilisation des gains non-répartis de 1436. Cette augmentation s'est produite malgré la provision de 15,397 millions de dollars des Etats-Unis dégagée pour faire face à la dépréciation des prêts.

\*\*\*\*\*

## Annexe I: ETAT DES CONTRIBUTIONS

**Au 15 avril 2017**

N°	PAYS	ENGAGEMENTS (EN USD)	MONTANT LIBÉRÉ	REMARQUES
1	Afghanistan		-	Aucun
2	Albanie	10 000	-	Aucun
3	Algérie	50 000 000	50 000 000	Entièrement payés
4	Azerbaïdjan	300 000	424 000	Entièrement payés
5	Bahreïn	2 000 000	2 000 000	Entièrement payés
6	Bangladesh	13 000 000	5 000 000	1, 2, 3, 4, 5 et 6 tranches
7	Bénin	12 250 000	940 000	1ère tranche
8	Brunei	2 000 000	2 000 000	Entièrement payés
9	Burkina-Faso	2 200 000	2 238 000	Entièrement payés
10	Cameroun	2 000 000	2 000 000	Entièrement payés
11	Tchad	2 000 000	-	Aucun
12	Comores	650 000	-	Aucun
13	Côte d'Ivoire	5 000 000	-	Aucun
14	Djibouti		-	Aucun
15	Égypte	10 000 000	10 000 000	Entièrement payés
16	Gabon	4 000 000	4 000 000	Entièrement payés
17	Gambie	1 220 000	12 000	Cas particulier
18	Guinée	2 000 000	2 000 000	Entièrement payés
19	Guinée-Bissau	200 000	-	Aucun
20	Guyana		-	Aucun
21	Indonésie	10 000 000	10 000 000	Entièrement payés
22	Iran	100 000 000	65 000 000	1 et 2 tranches
23	Irak	1 000 000	1 000 000	Entièrement payés
24	Jordanie	3 000 000	3 000 000	Entièrement payés
25	Kazakhstan	11 000 000	11 000 000	Entièrement payés
26	Kuwait	300 000 000	300 000 000	Entièrement payés
27	République kirghize		-	Aucun
28	Liban	1 000 000	1 000 000	Entièrement payés
29	Libye		-	Aucun
30	Malaisie	20 000 000	20 000 000	Entièrement payés
31	Maldives		-	Aucun
32	Mali	4 000 000	-	Aucun
33	Mauritanie	5 000 000	-	Aucun
34	Maroc	5 000 000	5 000 000	Entièrement payés
35	Mozambique	200 000	200 000	Entièrement payés
36	Niger	2 000 000	-	Aucun
37	Nigeria	2 000 000	2 000 000	Entièrement payés

38	Oman	5 000 000	5 000 000	Entièrement payés
39	Pakistan	10 000 000	10 000 000	Entièrement payés
40	Palestine	500 000	186 000	1ère tranche
41	Qatar	50 000 000	50 000 000	Entièrement payés
42	Arabie saoudite	1 000 000 000	1 000 000 000	Entièrement payés
43	Sénégal	10 000 000	-	Aucun
44	Sierra Leone	1 000 000	300 000	1ère tranche
45	Somalie		-	Aucun
46	Soudan	15 000 000	944 000	1ère tranche
47	Suriname	500 000	500 000	Entièrement payés
48	Syrie	2 000 000	2 000 000	Entièrement payés
49	Tadjikistan		-	Aucun
50	Togo	1 000 000	1 000 000	Entièrement payés
51	Tunisie	5 000 000	5 000 000	Entièrement payés
52	Turquie	5 000 000	5 000 000	Entièrement payés
53	Turkménistan	300 000	100 000	1ère tranche
54	Ouganda	100 000	-	Aucun
55	E.A.U.		-	Aucun
56	Ouzbékistan	300 000	300 000	Entièrement payés
57	République du Yémen	3 000 000	3 000 000	Entièrement payés
58	Banque islamique de développement	1 000 000 000	950 000 000	1 - 19 tranches
	<b>Total général</b>	<b>2 681 730 000</b>	<b>2 532 036 000</b>	



## Annexe 2: PROJETS ACHEVÉS

2 <sup>ème</sup> CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LA CÉCITÉ	53000
3 <sup>ème</sup> CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LA CÉCITÉ	52000
4 <sup>ème</sup> CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LA CÉCITÉ	67000
4 <sup>ème</sup> CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LA CÉCITÉ	60000
APPROCHE HOLISTIQUE POUR L'ERADICATION DE LA FISTULE OBSTÉTRICALE	100000
Programme intégré d'appui à la microfinance, Bénin	5000000
APPUI A LA PRÉVENTION DU PALUDISME (QUICK WIN)	6384000
Projet de microfinance	1000000
Projet de microfinance pour les zones rurales - Amonatbonk, Tadjikistan	2500000
Projet de microfinance pour les zones rurales - Banque nationale du Tadjikistan	6000000
Projet de microfinance pour les zones rurales - Tojiksodirotkonk, Tadjikistan	1500000
PROJET DE MICROFINANCE POUR LES ZONES RURALES - BAI ORDO CO.	1000000
Projet de microfinance pour le développement rural - Centre Kapital	1100000
Projet de microfinance pour le développement rural - Finance Partner	1200000
Projet de microfinance pour le développement rural - OJSC « Kirghizistan Commercial Bank »	1000000
Projet de microfinance dans les zones rurales	10000000
Projet de développement axé sur la communauté, Sierra Leone	8430000
Appui au Programme d'éradication de la poliomyélite	12000000
BID PNPM - Développement intégré axé sur la communauté (Phase II)	7000000
Programme d'alphabétisation professionnelle	11750000
<b>Total général</b>	<b>76196000</b>